

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

\*\*\*



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES CHARGÉ DE L'INDUSTRIE

\*\*\*

DIRECTION DE L'ÉCONOMIE ET DU PLAN

## Note de Conjoncture économique du Deuxième trimestre 2022



# Sommaire

<b>I. Contexte économique mondial</b> .....	3
<b>II. Conjoncture nationale</b> .....	4
2.1. Secteur réel .....	4
2.1.1. Le secteur tertiaire .....	4
2.1.2. Secteur primaire .....	6
2.1.3. Secteur secondaire .....	7
2.1.4. Inflation .....	8
2.2. Les Finances Publiques .....	8
2.3. Le service de la dette extérieure directe .....	9
2.4. La situation monétaire .....	10

**L’Economie mondiale continue de ralentir** : l’activité perd du rythme dans une bonne partie des grandes économies avec la persistance des effets de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine. La forte inflation impacte également l’économie et les prévisions de croissance pour 2022 sont de plus en plus pessimiste à 3,2% contre 3,6% précédemment selon le FMI.

Au niveau local, **l’activité portuaire** est toujours en baisse en nombre de conteneurs de 19% mais augmente légèrement de 0,7% en tonne métrique sur un an. De même, le fret ferroviaire (-4%) et le fret routier (-2%) sont en recul sur la même période. Le commerce local est caractérisé sur 12 mois par une baisse du volume des importations (-7%), et une hausse en valeur (+18%) conséquence directe de l’inflation qui a sévit durant cette période. Le commerce à destination de l’Ethiopie (les réexportations) a cru en volume et en valeur respectivement de 14% et 54%. Le sous-secteur de la **construction** affiche une progression de 17% par rapport à la même période de l’année dernière mais sur trois mois, celui-ci recule de 22%.

**L’inflation** est ressortie à la hausse à +11,5% en glissement annuel, tirée par le renchérissement des produits alimentaires (+26%) dont les cours de certains se sont envolés au niveau mondial mais également en raison de la pénurie qui a été observée durant le mois de mai pour les fruits et légumes en provenance de l’Ethiopie.

Les **finances publiques** à fin avril 2022 affichent une baisse des recettes et dons de 1,2% en g.a à 36 292 millions FDJ et des dépenses totales davantage maîtrisées (-9,1% en g.a.) à 30 395 millions FDJ. D’où un déficit base ordonnancement en amélioration de 55% à 2 710 millions FDJ contre 6 082 millions FDJ une année auparavant.

La **masse monétaire** a reculé pour le deuxième trimestre consécutif en 2022 à 435 880 millions FDJ en baisse de 5% sur 3 mois et 6% en glissement annuel.

## **I. Contexte économique mondial : la croissance toujours en décélération.**

Au deuxième trimestre de 2022, l’activité économique mondiale continue de ralentir après avoir commencé à perdre de la vitesse à compter du dernier trimestre de 2021. La persistance des effets de la crise sanitaire, le conflit en Ukraine et la flambée de l’inflation affectent l’activité mondiale avec des risques de récession. La prévision de croissance du FMI pour cette année est ainsi revue à la baisse à 3,2% contre 3,8% initialement projeté. En octobre 2021, celui-ci prévoyait une croissance mondiale de 4,9% pour 2022.

Aux Etats-unis, la croissance du deuxième trimestre 2022 a reculé de 0,9% en rythme annuel suite au -1,6% du trimestre précédent. Ce ralentissement moins important que celui de l’exercice précédent est lié à la baisse de la consommation et de l’investissement. Au Japon, la croissance du deuxième trimestre 2022 a augmenté de 4,5% en rythme annuel malgré le contexte économique international difficile. Dans la zone euro, la croissance du PIB atteint 4% en glissement annuel.

La Chine a vu sa croissance économique au deuxième trimestre ralentir à 0,4% en glissement annuel suite aux mesures de confinements déployer pour lutter contre la recrudescence du covid-19.

En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB devrait ralentir à 3,8% en 2022 après la reprise à 4% de l’année dernière. Cela s’expliquerait par le ralentissement de l’activité économique mondiale, les difficultés d’approvisionnement, l’apparition de nouveaux variant du virus de la COVID-19, une forte inflation accompagnée de risques financiers croissants dus à des niveaux d’endettement élevés et aussi la guerre en Ukraine.

## II. Conjoncture nationale

Au niveau national, la conjoncture économique du deuxième trimestre 2022 se présente comme suit selon les données du secteur réel, des finances publiques et de la situation monétaire.

**2.1.Secteur réel** : l'activité portuaire en légère hausse de 0,7% en tonnes métriques mais en contraction de 19% en conteneur, le fret ferroviaire en baisse et l'inflation en accélération.

**Tableau 1** : Evolution sur base annuelle des activités de quelques sous-secteurs économiques djiboutiennes

Transport routier, aérien et ferroviaire			Transport maritime			Commerce extérieur (Tonnes)		
Fret Routier	Passagers Aérien	Fret ferroviaire	Marchandises en vrac (MT)	Hydrocarbures (MT)	Conteneurs traités (TEU)	Mise à la consom.	Réexport.	
-2%	+14%	-4%	+3,3%	+4,7%	-19%	-7%	+14%	
Autres secteurs de l'économie et inflation								
Pêche	Elevage (export)	Product° d'eau	Product° énergie	BTP	Tourisme	Téléphonie mobile (GSM)	Abonnés internet	Inflation
+3%	-45%	ND	+5%	+15%	-0,20%	+1%	+6%	+11 points

### 2.1.1. Le secteur tertiaire

**a) Le secteur portuaire : les activités portuaires affichent une légère hausse en tonnes métriques (+0,7%) mais reculent de 19% en nombre de conteneurs traités (TEU) eng.a.**

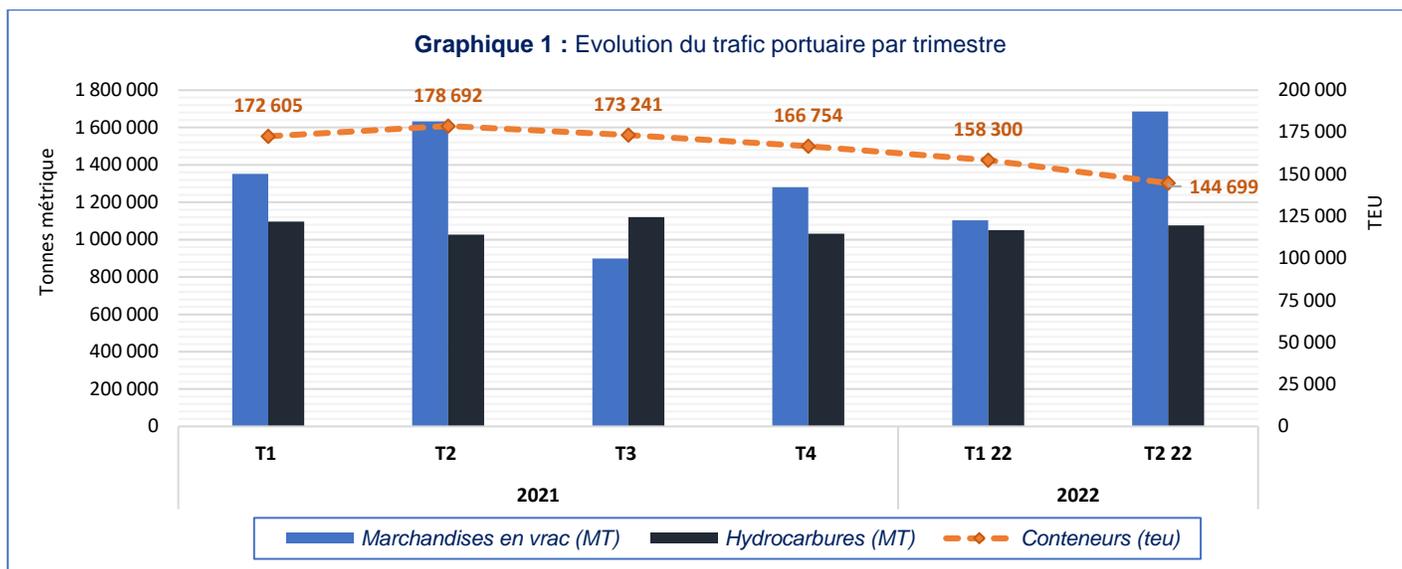
En tonnes métrique, le trafic portuaire est en quasi-stagnation (+ 0,7%) à 3,704 millions de tonnes métriques de marchandises traités contre 3,678 millions de tonnes métriques à la même période de l'année précédente. En variation trimestrielle, il a cru plus significativement (+18%). Par contre, en termes des conteneurs traités, l'activité est en régression de 19% sur un an à 144 699 Teu et de 9% sur base trimestrielle, une chute qui s'est amorcée depuis un an.

Pour les **marchandises en vrac**, le volume de marchandises traités à l'entrée, à la sortie et en transbordement s'est élevé à 1,686 million de tonnes contre 1,683 million de tonnes sur la même période de l'année dernière soit une hausse de 3,3%. Le trafic à destination de l'Ethiopie qui représente 81% de ces marchandises, est en contraction de 15% alors que les marchandises traitées pour Djibouti augmentent de 283%.

Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, le volume global des marchandises en vrac est aussi en progression de 53% tirés par les différents flux de marchandises.

Quant aux **hydrocarbures**, le volume total s'est accru de 4,7% en g.a à 1,075 million tonnes contre 1,027 million tonnes à la même période de 2021. Les commandes djiboutiennes (+40%) et éthiopiennes (+2%) ont contribué à cette performance. Sur base trimestrielle, ils sont aussi en légère augmentation de 2,3%.

Le trafic de **conteneurs** traités exprimés en EVP ou TEU a régressé pour le quatrième trimestre consécutif à 144 699 conteneurs en comparaison aux 178 692 conteneurs enregistrés au second trimestre de 2021. Ainsi, ce trafic est en baisse de 19% en glissement annuel et 9% sur trois mois.



Source : Département statistiques DMP

### b) Les activités de transport ferroviaire et routier en baisse sur 3 mois et sur un an

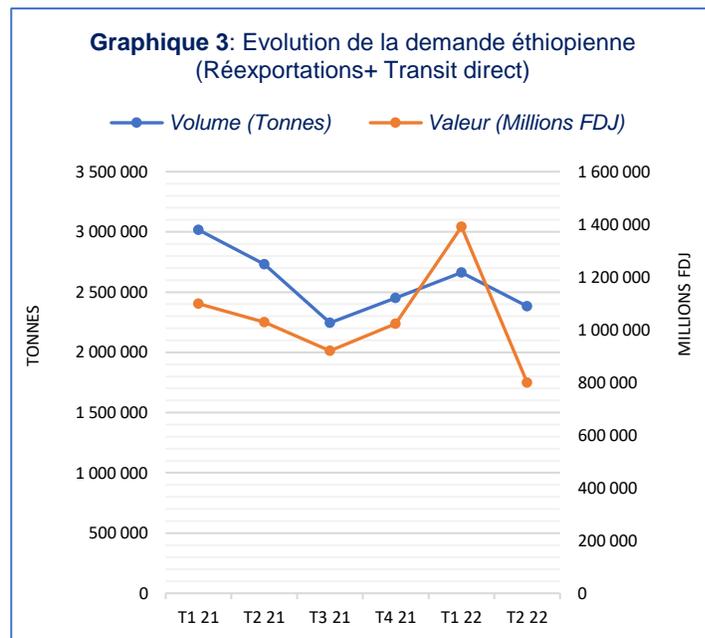
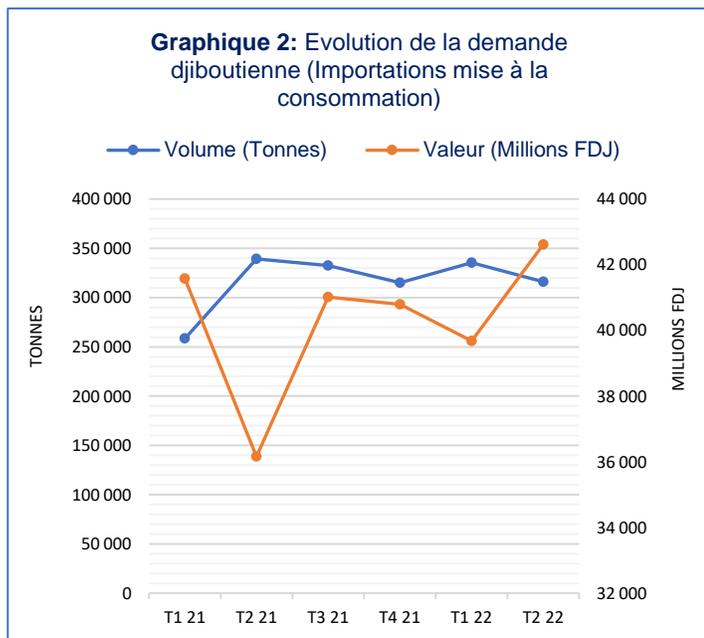
**Le trafic routier** a enregistré une baisse en variation trimestrielle et en rythme annuel respectivement de 1% et 2% avec 100 202 mouvements de camions. Lié au trafic de conteneur, le **fret ferroviaire** diminue de 4 % en g.a. à 25 792 conteneurs contre 26 977 conteneurs un an auparavant. S'agissant des passagers transportés, leur nombre a connu également une contraction de 34% sur 12 mois et 40% sur 3 mois.

Quant au transport aérien, les passagers hors et en transit ont enregistré une hausse de 14% passant de 51 680 à 59 017 passagers entre le deuxième trimestre 2021 et le deuxième trimestre 2022. Mais en variation trimestrielle, le nombre de passagers a connu une baisse de 12% liée à la chute des passagers en transit après l'ouverture des lignes directes des compagnies Turkish et Qatar airways vers Mogadisho (Istanbul-Mogadisho et Doha- Mogadisho).

### c) Commerce extérieur en baisse en volume

Au deuxième trimestre 2022, les importations **mises à la consommation** sont ressorties à 315 995 tonnes en recul de 7% en g.a. et de 6% sur trois mois. En valeur, elles sont cependant ressorties en hausse de 18% et 7% respectivement en g.a. et en variation trimestrielle. L'inflation des matières premières amplifiée par la crise ukrainienne et le renchérissement du coût du fret expliqueraient cette situation.

Pour leur part, les **réexportations** se sont affichées à 676 019 tonnes pour une valeur de 219 011 millions FDJ. Sur une année, elles ont enregistré une augmentation importante aussi bien en volume (+14%) qu'en valeur (+54%). Par rapport au premier trimestre 2022, elles sont en augmentation de 17% en valeur mais régressent de 12% en volume.



Source : Service du commerce extérieur, INSTAD

#### d) Autres secteurs : les télécommunications et le tourisme en progression

Pour le secteur des télécommunications, en plus de la progression régulière des abonnés de la téléphonie mobile (GSM), ceux qui sont abonnés à l'internet ont progressé (+ 6%) pour la première fois depuis les 6 derniers mois. Le nombre d'abonnés du GSM ont atteint 504 820 soit 6 179 abonnés de plus que le premier trimestre 2022 et 3 429 abonnés par rapport à son niveau d'il y a un an. Cela correspond à une progression respectivement de 0,7% et 1,2% sur 12 mois et sur 3 mois. Les abonnés GSM avait légèrement fléchi à partir du second trimestre 2021 de 2,3% avant de repartir à la hausse au premier trimestre de cette année.

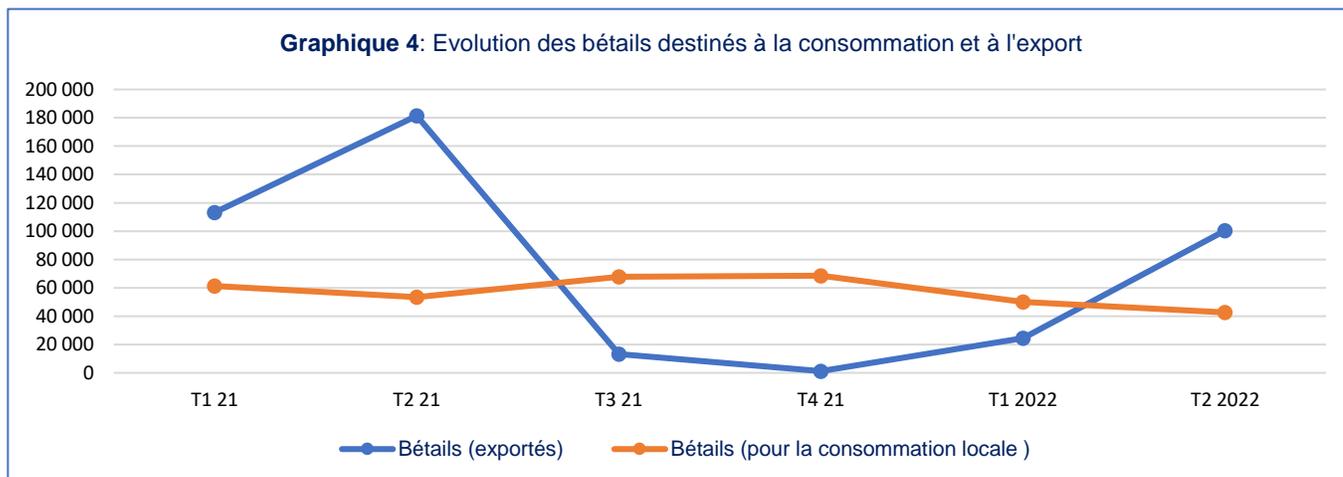
S'agissant des activités du secteur du tourisme, les nuitées vendues ont presque stagné (-0,2%) en g.a à 43 006 et baissé de 5% en variation trimestrielle.

#### 2.1.2. Secteur primaire : la consommation des viandes en baisse de 20% en g.a. de même que les bétails exportés (-45%)

Au second trimestre 2022, les activités de la pêche sont caractérisées par une augmentation des captures de 3% en glissement annuel à 956 tonnes. En variation trimestrielle, la progression est plus importante (+17%) tirée par tous les sites de débarquements et plus particulièrement par le site de Djibouti (+20%) avec une capture de 133,2 tonnes de plus que le trimestre précédent.

Pour l'élevage, les bétails destinés à la consommation locale ont baissé de 20% en g.a. à 42651 têtes contre 53 334 une année auparavant. Sur base trimestrielle, l'abattage de ces animaux a diminué de 15% soit 7407 bêtes de moins par rapport au premier trimestre. Ce sont les contractions observées pour les ovins respectivement de 28% et 18% sur 12 mois et 3 mois qui ont impactés le niveau global compte tenu de leurs poids (en moyenne plus de  $\frac{3}{4}$  sur les 6 derniers trimestres) dans la quantité totale des animaux abattus. Alors que les camelins qui sont les moins consommés soit 3% en moyenne, ont enregistré des hausses respectives de 8% et 18% sur 3 mois et 12 mois. Cette tendance pour cette espèce a débuté en 2021 avec plus de 2000 têtes en moyenne par trimestre tandis que la consommation ne dépassait rarement les 1000 têtes par trimestre depuis 2017.

S'agissant des bétails exportés, ceux-ci se sont établis à 100 328 têtes contre 181 388 au deuxième trimestre 2021 soit une baisse de 45% en g.a. C'est l'impact de la sécheresse qui sévit dans la région de la corne d'Afrique. Toutefois, par rapport au trimestre précédent, les exportations des bétails ont connu une croissance fulgurante de 312% en passant de 24 368 bétails à 100 328 bétails au deuxième trimestre 2022.



Source : SIS

### 2.1.3. Secteur secondaire : hausse du BTP et du secteur énergétique

Au deuxième trimestre 2020, ce sont 179 permis de construire qui ont été délivrés, soit une augmentation de 15% en g.a, alors que sur 3 mois ceux-ci sont en contraction 22%. Ce sont toujours les permis obtenus pour les constructions privées des habitations des ménages qui ont porté cette progression sur une année.

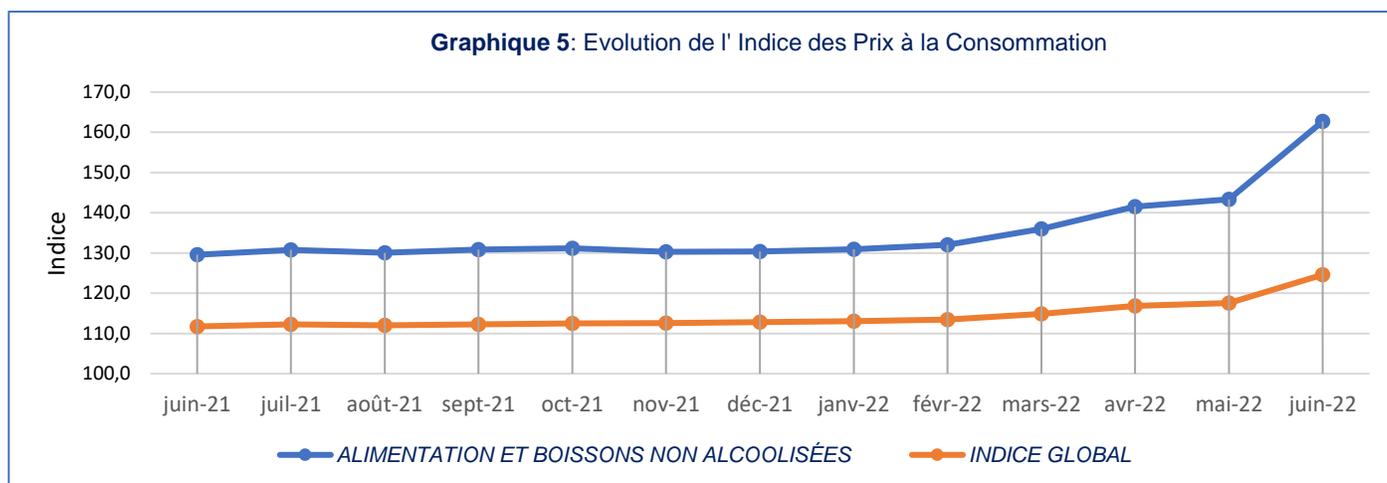
Concernant la production énergétique, celle-ci progresse en fonction d'une demande de plus en plus croissante avec l'expansion de construction de logements sociaux et des zones d'électrifications nouvelles dans les périphéries de Djibouti-ville et dans les régions de l'intérieur.

Ainsi, la production a augmenté de 5% en g.a à 185 065 Mgw et de 46% sur un trimestre. Pour la consommation, celle-ci s'est affichée à 143 484 MGW en hausse de 12% et de 34% respectivement en g.a et en variation trimestrielle. Le nombre des abonnés ont pour leur part augmenté de 5% sur un an et 1% en rythme trimestriel.

#### 2.1.4. Inflation : hausse des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées

En juin, la hausse des prix s'est établie à 11,5 % contre 5,4% le mois précédent (et 0,5 % il y a un an).

Comme depuis le début de cette flambée d'inflation, les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées demeurent la principale explication de la hausse (+ 25,6% sur un an et +19,7% en glissement trimestriel), une progression aggravée par la baisse de l'approvisionnement du marché djiboutien en fruits et légumes en provenance de l'Éthiopie.



Source : INSTAD

## 2.2. Les Finances Publiques

A fin avril 2022, les recettes totales et dons se sont établis à 35 015 millions FDJ en baisse de 1,1% par rapport à la même période de l'année dernière. Cette tendance s'explique par les contractions des recettes budgétaires (-3,3%) et des dons (-18%).

L'application des nouvelles mesures fiscales directes a permis un recouvrement supplémentaire des recettes fiscales de 2 800 millions FDJ par rapport à son niveau d'il y a un an soit une progression de 13%. Malgré le recul des impôts indirects de 1,1%, cette performance est liée à la hausse des impôts directs (+2 639 millions FDJ) avec surtout l'augmentation des Impôts sur les sociétés (+1 358 millions FDJ) et les patentes et licences (+620 millions FDJ). Les recettes non fiscales ont baissé de 27% à 10 701 millions FDJ contre 14 679 millions FDJ à la même période de l'année dernière.

Quant aux dépenses totales, celles-ci se sont contractées de 9% à 39 002 millions FDJ en raison d'une meilleure maîtrise de deux principaux postes que sont les dépenses courantes (-5,4%) et les dépenses d'investissements (-14,2%) par rapport à leur niveau de l'année dernière.

Pour les dépenses courantes, celles-ci se sont élevées à 31 960 millions FDJ contre 33777 millions FDJ à la même période de l'année dernière. Toutes les composantes de ce poste notamment les dépenses de salaires, les matériels, les transferts ont été réduits à l'exception des intérêts qui ont été multipliés par 7 (+653%) à 2 175 millions FDJ en raison de la fin de l'ISSD et suite au renchérissement du service de la dette tirée par l'augmentation du Libor 6 mois.

Les dépenses d'investissements ont également baissé de 14% à 7042 millions FDJ. Cela résulte de la diminution des dépenses d'investissements sur ressources intérieurs (-6%) et extérieurs (-20%) mais également des dépenses liées au covid qui ont cessé.

Le solde budgétaire base ordonnancement affiche un déficit de 2 710 millions FDJ contre 6 082 millions FDJ à fin avril 2021, soit une résorption de 55%.

**Tableau 2 :** Evolution des grands postes de finances publiques (en millions FDJ) sur 12 mois (Avril 2021 versus Avril 2022)

Recettes et dons (36 292 ; -1,2%)			Dépenses totales (30 395 ; -9,1%)		Déficit budgétaire (Base ord.)	
Recettes budgétaires (35 015 ; -3,3%)			Dons	Courantes		Investissements
Impôts directs	Impôts Indirects	Recettes non fiscales				
+29,3%	-1,1%	-27,1%	-17,9%	-5,4%	-14,2%	-55,4%

Source : Direction du Budget

### 2.3. Le service de la dette extérieure directe en forte hausse

Le service de la dette mandaté à fin juin 2022 s'élève à 7,065 milliards FDJ soit une hausse significative de 343,5% en g.a. Cette échéance se compose de 4,705 milliards FDJ en principal et 2,360 milliards FDJ en intérêts. Sur ce montant, l'Etat a réglé 2,192 milliards de FDJ soit 31% de dettes mandatées. Un paiement de 553 millions FDJ sur le stock d'arriérés a aussi été effectué.

**Tableau 3 :** Service de la dette payé au 30 juin 2022

	Service de la Dette mandatée (1)	Paiement sur mandatement (2)	Paiement sur arriérés (3)	Total paiements à fin mars (2) +(3)	Taux de paiement dette mandatée à fin juin (2) / (1)
<b>Montants (Milliards FDJ)</b>	7,065	2,192	0,553	2,745	31,02%

Source : DDP/MB

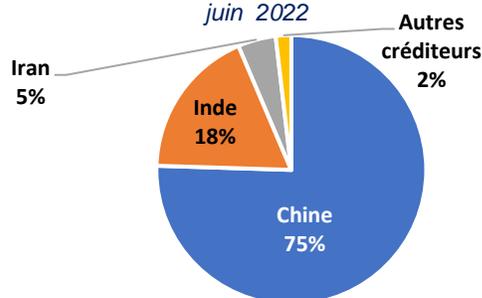
Le stock d'arriérés de la dette extérieure directe se chiffre à 18,391 milliards FDJ à fin juin 2022 contre 14,553 milliards FDJ à la même période de l'année 2021(+26,4%). Ces dettes correspondent à des échéances non réglées envers les principaux créditeurs qui sont l'EXIM BANK CHINE, L'EXIM BANK INDE, l'IRAN, la BAD, du FIDA et la BID.

**Tableau 4 :** stock des arriérés au 30 juin 2022 par créditeurs

	Milliards FDJ
<b>Chine</b>	13,884
<b>Inde</b>	3,328
<b>Iran</b>	0,837
<b>Autres créditeurs</b>	0,342
<b>Total</b>	<b>18,391</b>

Source : DDP/MB

**Graphique 6:** Part des créditeurs dans le stock des arriérés à fin juin 2022

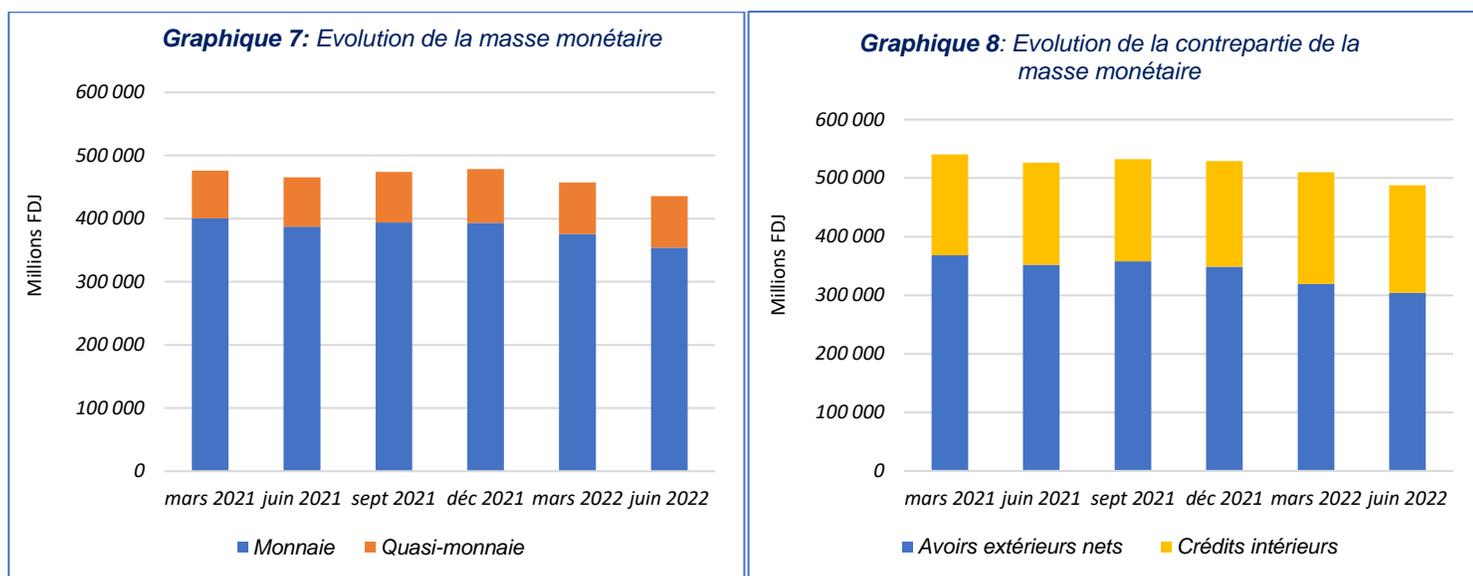


## 2.4. La situation monétaire : la masse monétaire et les avoirs extérieurs en baisse et les crédits intérieurs en progression

La masse monétaire s'est établie à 435 880 millions FDJ au deuxième trimestre 2022 en baisse de 6,3% contre 465 302 millions à la même période de l'année dernière. Sur base trimestrielle, elle a régressé de 5%.

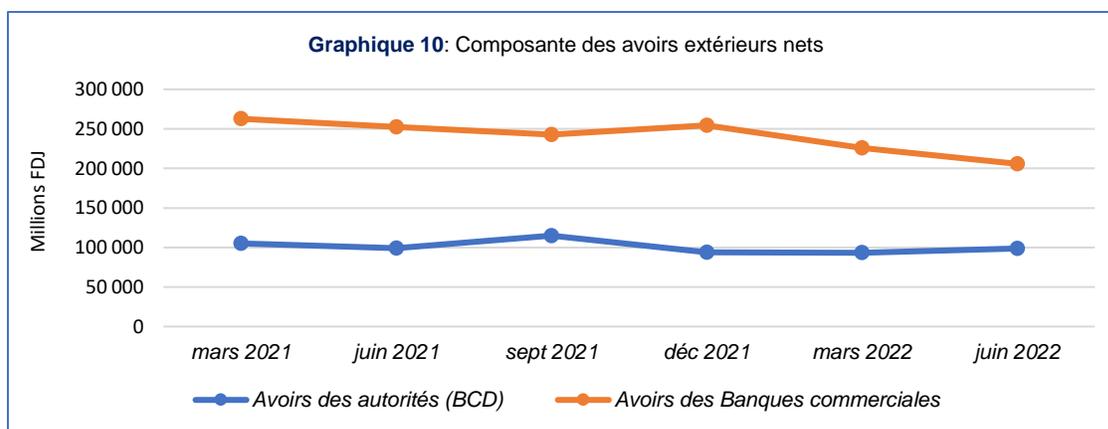
Cette évolution est liée à la baisse de la monnaie de 6% sur 3 mois et 9% en g.a malgré une hausse de la quasi monnaie (dépôts à termes en francs Djibouti et en devise) de 0,3% et 5% pendant les mêmes périodes.

S'agissant de la contrepartie de la masse monétaire, les avoirs extérieurs qui ont atteint 304 267 millions FDJ, est en recul de 5% sur 3 mois et 13,5% en glissement annuelle. Par contre, les crédits intérieurs ont progressé de 5,2% sur douze mois à 183 501 millions FDJ mais ressort en baisse de 4% par rapport au trimestre précédent où ils culminaient à 190 470 millions FDJ.

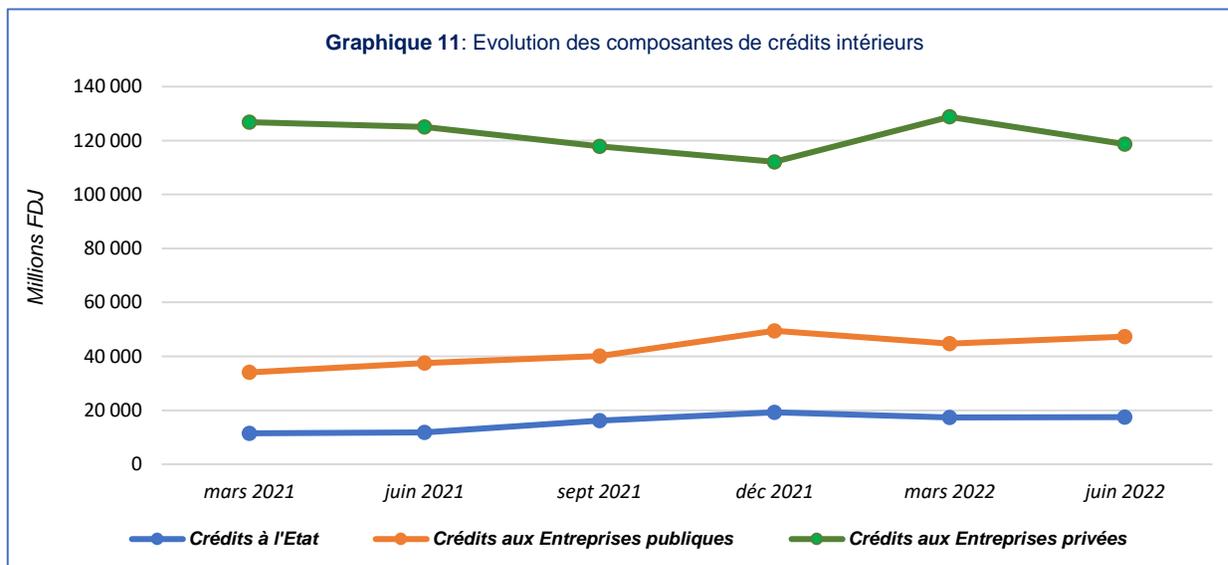


Source : département statistiques monétaires, BCD

Pour les avoirs extérieurs nets, les deux principales composantes (avoirs des autorités et avoirs des banques commerciales) se sont établies respectivement à 98 473 millions FDJ et 205 774 millions FDJ soit en diminution de 1 et 19% sur base annuelle. Alors que par rapport au dernier trimestre, seuls les avoirs des autorités sont en progression de 6% alors que ceux des banques commerciales sont en baisse de 9%.



L'augmentation de crédit intérieur en glissement annuelle (+5,2%) est expliquée par le crédit à l'Etat (+48%) et les crédits accordés aux entreprises publiques (+26%) en dépit de la contraction de 5% du crédit au secteur privé. Par rapport au trimestre précédent, les crédits intérieurs sont en baisse de 4% en lien avec le recul du crédit à l'économie (-4%) qui se sont établis à 166 033 millions FDJ contre 173 502 millions FDJ. Cela est dû à la régression de 8% des crédits au secteur privé malgré la hausse de 6% des crédits accordés aux entreprises publiques.



Direction de l'Economie et du Plan

Immeuble Sarian, BP : 2535

Tél : +253 21352801/21351559

Fax : +253 21352802

[www.directioneconomie-djibouti.com](http://www.directioneconomie-djibouti.com)